

Séance d'ouverture de la 59^{ème} année académique 2008-2009

18/11/2008

Collège d'Europe

Discours

**Monsieur Yves Leterme
Premier Ministre de Belgique**

C'est pour moi un honneur de prendre la parole lors de cette séance d'ouverture officielle de l'année académique 2008-2009 du Collège d'Europe. Je parle d'honneur, puisque c'est ici, au sein de « la plus européenne de toutes les institutions universitaires consacrées aux études européennes » que sont formés les futurs cadres de l'Europe. Qui plus est une institution plus ancienne que l'Union européenne elle-même.

Moi-même je n'ai pas eu le plaisir de suivre un cursus au Collège d'Europe. J'ai par contre suivi les cours du Professeur Brugmans dans une autre institution. Par ailleurs, trois de mes meilleurs collaborateurs ont été formés ici à Bruges.

Alors que furent admis les premiers étudiants du Collège d'Europe, l'unification européenne n'était encore qu'un rêve, qu'une « pensée ». C'est cette « pensée européenne » qui inspira les fondateurs. Il y a exactement soixante ans, l'idée d'une formation européenne postuniversitaire vit le jour. Cette idée fut lancée en mai 1948 par l'homme d'Etat espagnol Salvador de Madariaga lors du Congrès de La Haye, présidé par le premier ministre Britannique Winston Churchill. L'année suivante, le Collège d'Europe fut créé à Bruges, et en 1950, s'ouvrit la première année académique.

La Belgique est particulièrement fière de pouvoir héberger le Collège d'Europe. Tout comme la ville de Bruges, la province de Flandre Occidentale et le Gouvernement flamand, mon gouvernement s'efforce dès lors de soutenir le Collège dans le développement du campus ainsi que dans son fonctionnement quotidien. Je vois et je sais qu'il s'agit là de moyens bien investis et bien gérés.

Ce soir, j'aimerais aborder quelques-uns des défis auxquels est confrontée l'Union européenne. Je pense d'abord à la remise en ordre au sein même de la maison : que va-t-il advenir du Traité de Lisbonne? Se pose aussi le défi des glissements géopolitiques et le problème persistant de la répartition inéquitable de la prospérité. La crise financière et économique pose la question d'un véritable contrôle du secteur financier et illustre la justesse du modèle rhénan. Pour conclure, je voudrais aborder la responsabilité de l'Europe sur la façon dont se présentera littéralement l'avenir de notre planète.

Dans le monde actuel en perpétuel changement, l'Europe doit suivre un mouvement continu, ou comme le décrivait Jean Monnet, « un processus dans la transition vers une Europe dans laquelle les nations souveraines décident, en toute liberté, de partager leur souveraineté et de rendre ce processus irréversible et juridiquement obligatoire ». Ce processus évolue alors que sont franchies des étapes très concrètes et conclus des accords pratiques. C'est ce que Jean Monnet appelait « La solidarité du fait ».

Quels sont les faits qui nous invitent aujourd'hui à franchir de nouvelles étapes? Revenons sur les défis que je viens d'évoquer.

Dans quelques mois se tiendront des élections européennes. Les préparatifs ont été lancés / sont lancés partout, alors que nous ignorons le cadre juridique dans lequel se dérouleront ces élections : Nice ou Lisbonne.

En réalité, cette situation est inacceptable : comment pouvons-nous présenter aux électeurs européens un projet européen motivant et enthousiaste si le Traité de Lisbonne n'est pas entré d'ici là en vigueur. Le traité de Lisbonne dont nous avons tous déclaré, à l'unanimité, qu'il est indispensable pour le bon fonctionnement ultérieur de l'Union élargie et pour s'attaquer résolument aux défis de l'avenir ?

J'estime que l'Union européenne est déjà devenue un exemple réussi de démocratie internationale. Mais le Traité de Lisbonne, et je rends hommage à un de ses grands architectes M. Jean-Luc Dehaene ici présent dans cette salle, apporte un élément majeur pour rendre l'Union européenne encore plus démocratique et transparente, et la doter d'institutions encore plus efficaces et fédératives.

Comment le gouvernement irlandais peut-il organiser des élections européennes dans de telles circonstances ? Les scénarios envisagés ne me sont pas inconnus. Ainsi, l'on songe à l'organisation d'un deuxième référendum en automne de l'année prochaine. Mais comment le gouvernement irlandais, comment les partis et candidats irlandais vont-ils expliquer à leurs électeurs en juin qu'ils doivent/peuvent élire des députés européens alors qu'ils devront/pourront se prononcer quelques mois plus tard sur l'avenir qu'ils réservent à l'Europe ? Quel programme pourront-ils présenter ? Je ne puis m'imaginer que la campagne ne portera pas sur le Traité de Lisbonne...

A l'heure actuelle, le manque de clarté concernant le Traité de Lisbonne peut se traduire en une espèce d'incertitude institutionnelle. Mais l'été et l'automne prochains, ce manque de clarté risque de mener à un véritable vide institutionnel. Pourtant, l'Europe a du pain sur la planche et nécessite des institutions fortes et stables.

En la matière, l'Irlande et les quatre millions d'Irlandais portent tout de même une grande responsabilité. En effet, l'Europe fut et est encore l'huile qui fait tourner le moteur économique de l'Irlande qui connaît ces dernières décennies le succès que l'on sait. J'espère que les Irlandais vont finalement approuver le Traité de Lisbonne, qu'ils le feront dans les délais, en gardant à l'esprit les intérêts de l'Europe et des 500 millions d'Européens ainsi que leur propre avenir au sein de l'Europe.

Au mois de septembre, j'ai reçu le premier ministre géorgien et rencontré le premier ministre Poutine de la Fédération russe à Sotchi. Il y a quelques semaines, à Kiev, j'ai vu le président Iouchtchenko et le premier ministre Tymochenko.

Lors de ces entrevues, j'ai pu confirmer l'impression que j'avais eue lors du sommet de l'Otan du début du mois d'avril de cette année à Bucarest. C'était une impression croissante de malaise, d'isolement, voire d'encerclement de la Fédération russe. En avril, j'ai pu constater l'agressivité presque palpable auprès de certains nouveaux membres et candidats membres de l'Otan à l'égard de la Russie.

Ces dernières années, nous avons probablement été trop peu attentifs à cet « aspect émotionnel », nous avons trop peu dialogué avec les Russes et avons trop peu tenu compte de leur point de vue.

La crise géorgienne me semble être un tournant. Elle indique que la Russie n'entend plus laisser son « pourtour » se rétrécir et que le bras de fer relatif aux sphères d'influences sur le continent européen prend une nouvelle dimension. Or des tensions et des confrontations ne sont pas souhaitables. En fait, il me semble que la Russie partage cette vision : le président Medvedev n'a-t-il pas proposé au printemps de chercher ensemble une nouvelle architecture sécuritaire européenne ? J'estime que c'est ce que l'Europe doit faire et qu'elle doit ouvrir un dialogue avec les Russes mais aussi avec les Américains, sur un cadre de paix et de sécurité pour l'ensemble du continent européen. J'espère que le futur Président américain Obama y sera ouvert. Grâce au projet européen, notre continent vit maintenant depuis plus de soixante ans dans la paix. Et l'Europe se voit maintenant offrir la possibilité de contribuer à un nouveau cycle de paix pour soixante ans. Cette chance doit être saisie et une vision commune doit se développer.

Cette question touche aussi au débat sur l'élargissement, celui de l'Otan bien entendu (même si nous affirmons que l'Otan décide elle-même et en toute autonomie d'éventuels élargissements), mais aussi, dans une moindre mesure, celui de l'Union européenne.

Sur l'élargissement de l'UE, l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne constitue à mes yeux une condition préalable avant de franchir de nouvelles étapes. En outre, j'estime qu'il faut faire droit à l'adage « pacta sunt servanda » et que les pays européens auxquels une perspective d'adhésion a été donnée doivent pouvoir, au final, rejoindre l'Union, lorsqu'ils sont prêts et que l'Union européenne elle-même l'est. Avec les autres pays, l'Union européenne doit élaborer des relations aussi étroites que possibles dans le cadre de la politique de voisinage. Je n'entends toutefois pas exclure que, dans certains cas, un jour, et à long terme, cela aboutisse à une perspective d'adhésion.

L'évolution que connaît le continent européen reflète en quelque sorte ce qui se passe au niveau mondial. Le contexte géopolitique est en mutation. Les Etats-Unis voient leur hégémonie financière et économique, mais aussi militaire, fléchir. Les défis du monde actuel semblent dépasser les capacités mêmes du pays le plus riche et le plus puissant de cette planète. De nouvelles nations puissantes se développent sur les continents de l'Amérique latine et de l'Asie et prennent place sur la scène internationale. Lentement, notre monde réalise sa mutation et passe d'un système unipolaire à un système multipolaire. Ces évolutions offrent des

chances à l'Europe tout autant qu'elles lui imposent des responsabilités. Comment l'Europe se positionne-t-elle et de quels moyens se dote-t-elle ?

Les réactions européennes face à ce qui se produit depuis des années dans l'Est de la République démocratique du Congo montrent que l'Europe a encore un long chemin à parcourir si elle entend assumer le leadership et des responsabilités dans le monde. Des millions de morts sont recensés dans un conflit dont la dimension est clairement régionale. Or, c'est par une prudence extrême que l'Union européenne répond aux nouvelles effusions de sang. Le gouvernement belge était disposé à mener un débat avec le parlement quant à une présence militaire belge à l'est du Congo et quant à la révision des recommandations de la Commission Rwanda. Il a demandé à l'Union européenne d'envisager l'envoi de troupes - les instruments à cet effet existent. Pourtant, aucun Etat membre disposant de la capacité pour planifier et diriger une telle opération ne s'est montré disposé à le faire. Je trouve qu'il s'agit là d'une occasion manquée ! Nous allons donc à présent, à New York, mettre les bouchées doubles afin de renforcer la mission onusienne au Congo.

Je trouve par ailleurs que l'Union européenne devrait bien davantage s'attaquer à la situation socio-économique désastreuse dans le monde, et en Afrique en particulier. Depuis que je suis Premier Ministre de ce pays, j'ai eu l'occasion de recevoir ou de visiter une vingtaine d'entreprises multinationales. Extrêmement rares sont celles qui développent une activité sur le continent africain.

- Two months ago, the financial crisis erupted in Europe. Belgium was the first European country to get pounded. With the joint Belgian-Dutch-Luxembourg-French approach to the Fortis and Dexia crisis, we showed the need for good cooperation and also what to do. Thanks to the initiatives of EU President Sarkozy – and I would like to expressly congratulate him on this – Europe took decisive action. Through a Eurogroup meeting at the level of heads of state and government and then via a meeting of the European Council, we managed to bring coherence and coordination in the measures that were taken at the national level.

Thanks to the Euro we have been able to protect deposits and savings! Without Europe and without the euro we would not have been able to control or manage the financial crisis as we did. It must be realised that some of these international banks have total assets that are in some cases several times the gross domestic product of the member states where they have their headquarters. They are too big to fail and at the same time too big to be saved. Even the big Belgian banks are too big for Belgium. Europe remained relevant during this crisis. And everyone saw that.

But let's remain sensible. Actually, Europe did nothing more than coordinate national measures and in so doing prevented a situation where the member states would try to outdo each other! (Only) the European Central Bank really took 'European-level' action, and it did so in an especially efficient and pragmatic way. Yes, we can! Europe can work!

The question now arises of how things should be as we move forward. Will the financial crisis make it possible to scrap national bastions in what is, for the economy, the strategically important financial sector, thus leading to genuine European supervision over all financial institutions?

In any case, I am advocating a decentralised European supervision, along the lines of – but at the same time totally disconnected from – the European central banking system. I am also advocating a European intervention mechanism. I have the impression that the message, and especially the first one about supervision, is slowly getting through, but I am aware that this kind of sweeping reform will not happen immediately. In the meantime, we have to keep our irons in the fire and keep repeating the message.

The financial crisis has a global dimension. That is why I fully supported President Sarkozy's plan for a global initiative for a better, more effective and more comprehensive regulation of the financial sector. The issue of supervision is relevant here too. An initial meeting of the G20 has been held. But while it kicked off additional activities, it is clear we will have to wait for the new American President Barack Obama to take office. I must admit though that I have taken note with some unease of his visions on deficit spending and directly supporting the economy and economic sectors. From the growth countries I expect that they fully participate and respect all the rules.

In any case, I believe that the European Union, if not the euro zone, must take the lead. It must not wait until the world or the G20 knows what it wants, but must itself continue working on the regulatory framework, and that includes supervision.

On top of that, the financial crisis – especially with respect to the meeting of heads of state and government of the Eurogroup countries – raises questions of another kind.

Everyone seems to agree about the need for more European economic coordination. However, there is uncertainty about what we exactly mean by that and where such coordination should happen.

Personally, I doubt whether a socioeconomic government at the level of the Eurozone offers the right answer to the demand for more socioeconomic coordination at European level. Are our country's interests better served in a meeting where the large member states have a more dominant presence and the Commission's influence is more limited? Aren't the major socioeconomic distortions within the European Union actually located outside the Eurogroup countries? And more generally: don't we risk, after enlargement, seeing an unbridgeable schism in the Union? So, for now, there are more questions than answers.

In addition to these questions, there is a very clear lesson to be learned from this financial crisis. The idea of a sound, perfectly smoothly functioning free market does not work in the real world. Clear rules, a framework and state intervention are all essential.

Up to a point, the type of framework required is a political choice. As a convinced "personalist" I have no hesitation in opting for the Rhineland Model. This model, which is clearly demonstrable in time and space, lies at the basis of the high degree of civilisation in our regions. Its most visible aspect is our model of social dialogue.

The financial crisis and the extreme focus on boosting the turnover and profits of organisations and individuals alike, which prompted it, show just how right and

appropriate the principles and values underlying the Rhineland Model are.

That model assumes that the market is the best mechanism for generating welfare, but at the same time it also maintains that everyone must have equal opportunities. That's why government intervention is necessary. The Rhineland Model also stresses individual responsibility and private initiative and therefore the state must create the conditions for private initiative to thrive.

So the Rhineland Model of the economy doesn't mean less, but rather more market activity. Likewise, it seeks to boost everyone's chances and ensure that benefits are as widely felt as possible. Accordingly, the Rhineland Model doesn't just bear in mind the interests of managers and shareholders, but rather those of the economy and society as a whole, and all the stakeholders.

- A final key issue or element I would like to raise concerns climate change and energy supplies. In March of last year the European Council adopted some ambitious targets for cutting both CO₂ emissions and energy consumption by 20% by 2020 and increasing the share of energy from renewable sources to 20%. Yes, those are ambitious goals, but in the longer run they are also bound to be insufficient. The Intergovernmental Panel on Climate Change, or IPCC, believes that by 2050 emissions will have to be cut by more than 50% if we want to keep the rise in temperature on earth below 2 degrees Celsius.

At the same time, the European Union is way ahead of the rest of the world and can play a key role in determining how the planet deals with its climate in the future and how our planet will actually look like in the future. Europe has a major responsibility. If we take the right decisions at the end of the year, they will trigger a kind of global domino effect, in which case we can reasonably expect the climate conference in Copenhagen at the end of next year to adopt suitable measures for the agreement to follow up on Kyoto. If we fail to do so, then I believe we will be failing in our moral obligations towards future generations!

I'm a great advocate of the plan, not only because it's an essential plan of great significance and scope, but also because it's a viable plan! And provided that Europe-wide, in all the Member States, we strive for maximal cost-efficiency, build in sufficient flexibility and provide support for sectors that come to be vulnerable to competition from climatologically less ambitious countries, it is even an affordable plan! Note that I say affordable, not cheap. Today, the overall price for the European Union is estimated at 0.5% of GDP! For Belgium that price is even higher: the Federal Planning Bureau puts it at 0.85% of GDP.

So major efforts will be required. I note that some of my colleagues are seizing on the financial and economic crisis to challenge the climate plan. But the financial and economic crises will not solve our environment and climate problems and challenges. I believe we mustn't allow conjunctural economic setbacks to postpone such a structurally important package as the climate plan. What's more, I also do expect the plan to boost the entire environmental technology and energy efficiency sectors and create many jobs in Europe. I also expect Europe already has a leading role in these sectors and I expect it to continue building on it.

In December we will find out whether the European Union will be able to live up to its self-proclaimed leadership role in relation to climate change.

Mesdames et Messieurs, en conclusion.

Les défis que j'ai exposés et les opportunités que j'ai essayé de mettre en avant invitent l'Europe à réfléchir sur elle-même : que veut signifier l'Union européenne, dans le monde et pour les quelques 500 millions de citoyens européens ? Quelle Europe voulons-nous ?

Le patron de votre promotion 2008-2009 a été bien choisi. Marc Aurèle, le dernier des cinq empereurs romains adoptifs, était un philosophe. En sa qualité de partisan de l'enseignement stoïcien d'Epictète, l'empereur Marc Aurèle avait rédigé un travail philosophique intitulé : *Ta eis heauton* (Τὰ εἰς ἑαυτόν). Ce qui se traduit par : A soi-même. Peut-être s'agit-il là d'un conseil adressé à ceux qui s'occupent de politique, de stratégie ou d'économie : qu'ils puissent faire comprendre à tout le monde leurs pensées les plus profondes et de quelle idéologie découlent leurs actes.

Les efforts auxquels nous consentons afin de répondre aux défis doivent être soutenus par un projet, une vision de la société et de la place de l'Europe dans le monde. « La solidarité du fait » de Jean Monnet ne se réalise pas par la seule rencontre aléatoire d'intérêts. Elle s'appuie aussi sur des valeurs portées en commun, qui ne pourront vivre que si nous joignons nos intérêts pratiques.

Quant à Marc Aurèle, l'histoire prétend qu'il était un bon empereur : juste et humain. Il l'était peut-être parce qu'il osait réfléchir. Diriger et penser vont de pair. Et telle est aussi la force d'une institution comme celle-ci : elle fait réfléchir les futurs intellectuels européens. A des solutions concrètes, mais aussi au projet européen.

Yves Leterme